

INSTITUT D E FORMATION 'ET DE RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUES

ÉPREUVE DE CULTURE GÉNÉRALE

(Concours type A & B (Mars 2013))

Sujet 1 Dans une brève dissertation ne dépassant pas quatre pages, commentez la problématique soulevée par ce texte.

Les envois de fonds des migrants ont pris une ampleur inégalée au cours des vingt dernières années, à tel point que, dans bien des pays du Sud, leurs flux financiers dépassent désormais les montants de l'aide publique au développement, voire des investissements étrangers. Une pareille évolution a certainement accompagné l'augmentation générale du nombre de migrants internationaux, qui est passé de 150 millions en 2000 à 214 millions en 2011. Mais elle n'explique pas pourquoi les transferts ont cru à un rythme beaucoup plus rapide que l'aide publique au développement ou les investissements étrangers dans les pays du Sud. En outre, elle est sans commune mesure avec l'évolution de la proportion de migrants internationaux dans la population mondiale, qui est restée stable, autour de 3%. De ce point de vue, il est fort possible que l'augmentation des montants en question provienne d'abord de la conjonction de quatre principaux facteurs : le renouvellement des paradigmes des économistes, qui attachent désormais plus d'importance aux flux migratoires ; la réévaluation des chiffres à la hausse et les changements de méthodes statistiques de la Banque Mondiale, qui inclue dorénavant des estimations et ne se contente plus d'utiliser les données officielles des gouvernements ; la criminalisation des transferts informels depuis les attentats de septembre 2001 ; et la multiplication des frontières internationales avec l'implosion de l'Union soviétique ou de la yougoslavie et l'indépendance de pays comme l'Erythrée, le Timor Oriental, le Sud Soudan, etc ...

Dans une très large mesure, la massification des envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine reste donc une énigme. Leur impact, en particulier, ne laisse pas d'intriguer les spécialistes. Dans les pays du Sud, faut-il en effet y voir une « manne de secours » qui permettrait de pallier les lacunes des services sociaux de l'Etat, voire de l'investissement privé et de l'assistance internationale ? Ou, au contraire, faut-il y voir de l'investissement privé et de l'assistance internationale ? ou au contraire, faut-il y voir un pis-aller qui enfoncerait les destinataires des transferts dans un syndrome de dépendance vis-à-vis de l'aide des migrants ? Les débats à ce sujet sont extrêmement riches et l'étude qui suit vise à leur donner un prolongement politique en s'interrogeant sur l'impact des remises des fonds quant aux modes de gouvernance de l'Afrique subsaharienne. De fait, les transferts des migrants récemment, les sociologues. En revanche, les politistes se sont davantage intéressés à l'influence des diasporas sur les conflits armés et les processus de transition démocratique. Concernant l'Afrique subsaharienne, de précédents travaux

ont sur tout insisté sur la nécessité de penser le rôle de l'Etat pour analyser les phénomènes migratoires.

Le Mali constitue un cas intéressant à cet égard. En effet, ses émigrés disposent de ressources humaines et économiques qui, toutes proportions gardées, n'ont rien à envier à celles de leurs homologues en provenance de pays africains plus peuplés ou plus touchés par des exodes, tels la Somalie, le Cap Vert, le Lesotho, les Comores ou le Nigeria. Aussi convient-il de s'interroger sur la façon dont les Maliens de l'extérieur ont essayé de transformer leur force de frappe financière en capital social et politique. Partant, il importe de se demander dans quelle mesure on assiste également à l'émergence d'une diaspora. De fait, l'origine ne dit rien du degré d'organisation transnationale de communautés de migrants réunis autour d'une identité commune. Dans son sens le plus classique, le terme de diaspora sous-tend généralement un minimum de cohérence et de communication entre les segments d'un groupe national, régional, religieux ou culturel dispersé dans deux pays étrangers au moins. Or il n'est pas évident que les Maliens de l'extérieur aient atteint ce stade, à la différence des Somaliens ou des Capverdiens.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *De l'usage politique des remises de fonds des migrants : le cas du Mali*, Working paper du Ceped, 26, septembre 2013, pp1-2.

Sujet2

Le monde contemporain est dominé par la tendance à la rationalisation de toutes les formes de l'activité humaine.

Expliquer et discuter cette orientation en vous appuyant sur des exemples précis

Sujet 3 " Si l'Etat est fort, il nous écrase. S'il est faible, nous périssons." (Paul Valéry. - *Fluctuations sur la liberté*. - *Regards sur le monde actuel*. - PLON 1938)

Dans quelle mesure cette appréciation vous paraît-elle pertinente pour votre pays ?